

Budget 2015 : la France, risée de l'Europe

Lors de son récent voyage à Londres, Manuel Valls a regretté le « French Bashing » désormais à la mode partout en Europe. Malheureusement pour notre pays, le budget 2015 n'y changera rien : la copie du Gouvernement va au-contre faire maintenir la France au rang des mauvais élèves de la zone euro.

Sous couvert d'un langage moins « anti entreprise », le Gouvernement tente de rétablir un zeste de confiance dans une économie totalement déprimée par 51 milliards de prélèvements obligatoires opérés en 2 ans sur les entreprises et sur les ménages.

Mais on ne guérit pas de la maladie de l'étatisme en 6 mois. Le budget 2015 garde la marque socialiste :

Côté recettes, si certains ménages modestes sortiront de l'impôt sur le revenu, leur pouvoir d'achat sera amputé par la fiscalisation des mutuelles complémentaires ; la hausse de 2 milliards d'euros de la taxe carbone et de 800 millions d'euros des taxes sur le diesel ;

Côté dépenses, les 21 milliards d'euros d'économies demeurent au-niveau de l'incantation sans contenu réel. Les dépenses publiques atteindront 57,4% du PIB, record européen. Les collectivités locales vont poursuivre leur marche infernale vers l'augmentation des dépenses de fonctionnement (+3% en 2014) et la réforme territoriale prévue se traduira par des dépenses supplémentaires notamment en Ile-de-France. Enfin, les dépenses de protection sociale vont connaître également une envolée à cause de la poursuite du chômage de masse.

Dans ces conditions, les chiffres avancés par le Gouvernement relèvent du mythe : les déficits vont continuer d'augmenter de même que la dette et la croissance n'atteindra pas 1%. Mois après mois, François Hollande s'est trompé dans ses prévisions : il n'y a aucune raison qu'il en soit autrement en 2015.

La France est désormais une exception en Europe :

Pour la première fois sous la Vème République, la France aura connu pendant trois années consécutives une croissance inférieure à 1% : belle réussite ! Les déficits et les dettes régressent partout ailleurs comme le prouvent les résultats de l'Allemagne (excédent de 2,2% du PIB) et de l'Italie (excédent de 1,1% du PIB).

Le Grand Prix de la débandade économique va bientôt prendre fin avec une sortie de route fracassante de la voiture « France ». La Commission de Bruxelles lèvera demain le drapeau rouge du crash.